



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille seize le 25 octobre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 19 octobre 2016, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme HOLGADO, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. GEDON à Mme SARRAUTE, M. CAVALEIRO à Mme QUERAL, M. GABARD à M. CARREAU, M. MONMARCHON à M. RIMARK, Mme LANDAIS à M. BODIN

Etaient excusés:

Mme DUBOURG, M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme HOLGADO est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 25

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

13 – SURTAXE DE L'ASSAINISSEMENT - EXERCICE 2017

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Conformément aux articles R 2224-19 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriale, tout service public d'assainissement, quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevance. Celle-ci doit être fixée par délibération.

En application de cette réglementation et au contrat d'affermage qui lie la Ville de Blaye et la société SUEZ – Eau France, il est proposé au conseil municipal d'entériner la surtaxe de l'assainissement pour l'année 2017.

Le prix proposé au m³ est le suivant :

- surtaxe de l'assainissement : 0,45 €.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 17 octobre 2016 et a émis un avis favorable .

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 27/10/16

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20161025-39649-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

